

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 22/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JUMBO LAVAGE MEDITERRANEE

ZI Nord
107 avenue Pierre et Marie Curie
13340 Rognac

Références : SS/PLB-D-1346-MRT-2023
Code AIOT : 0006410292

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2023 dans l'établissement JUMBO LAVAGE MEDITERRANEE implanté ZI Nord 107 avenue Pierre et Marie Curie 13340 Rognac. L'inspection a été annoncée le 02/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JUMBO LAVAGE MEDITERRANEE
- ZI Nord 107 avenue Pierre et Marie Curie 13340 Rognac
- Code AIOT : 0006410292
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de JUMBO LAVAGE MEDITERRANEE sur la commune de Rognac consiste au lavage de citernes ayant contenu du vrac pulvérulent non dangereux, en application de l'arrêté préfectoral n°69-2011 A du 2 septembre 2014, complété par l'arrêté préfectoral n°476-2016 PC du 28 décembre 2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des rejets aqueux
- respect des niveaux de bruit
- moyens de lutte incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 28/12/2016, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 4.3.11	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 2.1.2.2	/	Sans objet
4	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 6.2	/	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 7.2.5	/	Sans objet
6	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 7.5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de visite ont montré que l'installation de JUMBO LAVAGE MEDITERRANEE n'est pas exploitée dans le strict respect de la réglementation, notamment concernant les rejets aqueux. Par conséquent, au regard des non-conformités relevées et des enjeux associés, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant au titre du L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2016, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °1 (rejet vers une station d'épuration collective)</p> <p>MEST concentration 800 mg/l flux journalier 120 kg/j DBO5 concentration 600 mg/l flux journalier 90 kg/j DCO concentration 2000 mg/l flux journalier 300 kg/j Azote total concentration 60 mg/l flux journalier 9 kg/j Hydrocarbures totaux 10 mg/l si le flux dépasse 100 g/j Indice phénols 0,3 mg/l si le flux dépasse 3 g/j Chrome hexavalent 0,1 mg/l si le flux dépasse 1 g/j Cyanures totaux 0,1 mg/l si le flux dépasse 1 g/j Plomb et composés 0,5 mg/l si le flux dépasse 5 g/j Nickel et composés 0,5 mg/l si le flux dépasse 5 g/j Zinc et composés 2 mg/l si le flux dépasse 20 g/j Manganèse et composés 1 mg/l si le flux dépasse 10 g/j Etain et composés 2 mg/l si le flux dépasse 20 g/j Fer, aluminium et composés 2 mg/l si le flux dépasse 20 g/j Cuivre et composés 0,5 mg/l si le flux dépasse 5 g/j Chrome et composés 0,5 mg/l si le flux dépasse 5 g/j Fluor et composés 15 mg/l si le flux dépasse 150 g/j</p> <p>Les mesures sont réalisées tous les 6 mois par un organisme agréé.</p> <p>Constats : Le contrôle inopiné diligenté en 2022 a montré un dépassement pour les paramètres: DCO (2190 mg/l pour une valeur limite de 2000 mg/l) DBO5 (930 mg/l pour une valeur limite de 600 mg/l) Aluminium (5.3 mg/l pour une valeur limite de 2 mg/l)</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance de l'année 2023 transmis par courriel du 06/09/2023 (analyses réalisées en mars 2023) font état de dépassement des paramètres : Fer (5,17 mg/l pour une valeur limite de 2 mg/l) DBO5 (950 mg/l pour une valeur limite de 600 mg/l)</p>
<p>Observations : La deuxième échéance d'autosurveillance 2023, à réaliser en fin d'année 2023, ainsi qu'un contrôle inopiné 2023, à réaliser fin 2023 - début 2024, pourront vérifier le respect de la mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. MEST concentration 100 mg/l DBO5 concentration 100 mg/l DCO concentration 300 mg/l Hydrocarbures totaux concentration 10 mg/l Indice phénols concentration 0,3 mg/l Chrome hexavalent concentration 0,1 mg/l Cyanures totaux concentration 0,1 mg/l AOX concentration 5 mg/l Arsenic concentration 0,1 mg/l Métaux totaux concentration 15 mg/l Les mesures sont réalisées une fois par an par un organisme agréé.
Constats : Les résultats de l'autosurveillance de l'année 2023 transmis par courriel du 06/09/2023 (analyses réalisées en mars 2023) en font état de dépassement du paramètre MES (119 mg/l pour une valeur limite de 100 mg/l).
Observations : L'autosurveillance 2024, à réaliser au premier semestre 2024, pourra vérifier le respect de la mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 2.1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les contenants destinés à être lavés arrivant sur site sont vides et doivent être accompagnés d'un document précisant : <ul style="list-style-type: none">• la provenance des contenants : nom de la société, raison sociale, adresse ;• le type de contenants ;• la nature des résidus ;• les risques éventuels associés aux résidus. Ces données sont enregistrées et conservées pendant une durée de cinq ans dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les éléments consultés le jour de l'inspection n'ont pas fait apparaître de non conformité réglementaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles dans les zones à émergence réglementée. Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée. Une mesure de bruit et de l'émergence doit être effectuée au maximum six mois après la notification du présent arrêté puis tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.
Constats : Le rapport de mesurage acoustique portant sur des mesures effectuées en 2023 ne fait pas apparaître de non conformité réglementaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 7.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles :<ul style="list-style-type: none">◦ 11 extincteurs à minima à l'intérieur du bâtiment,◦ 2 extincteurs au niveau du parc à gaz,◦ 1 extincteur mobile sur roues. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <ul style="list-style-type: none">• un poteau incendie situé au nord-ouest du site permettant de fournir un débit minimal de 60 m3/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont le dispositif de raccordement est conforme aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur cet appareil. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective du débit d'eau. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Les constats faits le jour de la visite et les éléments transmis par courriel du 06/09/2023 concernant le débit du poteau incendie, n'ont pas montré de non conformité sur les moyens de lutte contre l'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 7.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification périodique et maintenance des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Les documents consultés le jour de la visite n'ont pas montré de non conformité réglementaire sur la vérification périodique et la maintenance des équipements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet